

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 19

Février 2006

LES DIAMANTS DE GUERRE DE LA CÔTE D'IVOIRE

Le Conseil de sécurité des Nations Unies impose un embargo mondial

En décembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies a imposé un embargo sur toutes les exportations de diamants de la Côte d'Ivoire. Des diamants sont extraits de certaines régions de la Côte d'Ivoire sous le contrôle des rebelles et pénètrent dans le commerce légitime des diamants, en passant probablement par la Guinée et le Mali. Voilà ce qu'a constaté un groupe d'experts dans son rapport au Conseil de sécurité des Nations Unies en septembre 2005. La Côte d'Ivoire est un relativement petit producteur de diamants et, bien que le pays soit membre du Processus de Kimberley, il a banni l'exportation des diamants et n'a jamais émis de certificat de Kimberley. Toutefois, on exploite des diamants de façon active dans le nord-ouest, près des villages de Séguéla, Bobi et Diarabala. Le rapport des Nations Unies, émaillé de photos des travaux de creusage, explique que « si l'on en juge par le nombre de mines en activité et de travailleurs, il semble que la production atteindrait les 300 000 carats par année, soit un rendement égal à la production antérieure aux conflits. Les revenus tirés par les groupes qui contrôlent cette production s'élèvent à plusieurs millions de dollars US par année. »

Selon le rapport, la Guinée et le Mali sont des débouchés possibles pour les diamants, qui représentent un « revenu important » et « lucratif » pour les rebelles des Forces Nouvelles. Un rapport subséquent, publié en novembre par Global Witness, corroborait les constatations des Nations Unies. « Global Witness a interviewé deux négociants de diamants au Mali, ajoute le rapport, qui affirment prélever une commission sur les diamants de l'Angola, de la RDC et d'autres pays. » Selon le rapport, les diamants étaient vendus à des acheteurs de la Russie, de l'Afrique du Sud, de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Le Mali, qui n'est pas un pays producteur de diamants, s'est adressé au Processus de Kimberley pour obtenir des renseignements sur une éventuelle adhésion. Global Witness affirme que pour en arriver là, il faudrait d'abord que l'équipe d'examen du PK certifie au SCPK que le Mali pourrait être un participant légitime et non simplement un lieu de blanchiment pour les diamants d'autres pays d'Afrique. Le rapport de Global Witness, *Making It Work: Why the Kimberley Process Must Do More to Stop Conflict Diamonds*, est disponible à www.globalwitness.org/reports/show.php/en.00082.html.

En décembre, un nouveau Premier Ministre, Charles Konan Banny, a été nommé en Côte d'Ivoire pour relever le défi que pose l'impasse du processus de paix; mais de nouveaux combats ont repris en Janvier. Le budget actuel des forces de maintien de la paix en Côte d'Ivoire est de 367 millions de dollars (juillet 2005 – juin 2006).

DIAMOND DEVELOPMENT INITIATIVE

Réunion fructueuse à Accra

La Diamond Development Initiative (DDI) a tenu une réunion inaugurale internationale à Accra, à la fin d'octobre. Plus de 75 personnes en provenance de neuf pays africains, de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Inde et de l'Australie y ont assisté à titre de représentants de gouvernements, de l'industrie et de la société civile, notamment d'organismes d'aide et d'ONG. La DDI est issue d'un rapport publié en 2004 par PAC et GW sur le sort du million et plus de mineurs artisans de diamants alluviaux en Afrique, dont la plupart gagnent moins de un dollar par jour et travaillent dans des conditions dangereuses et malsaines. La DDI soutient qu'en cherchant à améliorer leurs conditions, on extirpera la racine même des diamants de guerre et que l'initiative pourrait, en bout de ligne, s'avérer l'une des plus importantes œuvres de développement des dernières années.

La conférence d'Accra, qu'a ouverte le ministre des Mines du Ghana, a abordé les questions prioritaires pour faire avancer la DDI et pour la mettre en lien avec le Processus de Kimberley et un plus vaste public composé de gouvernements, de praticiens du développement et de l'industrie. La rencontre a donné lieu à l'élaboration de nouveaux projets pour la DDI. On trouvera un rapport complet de la réunion à www.pacweb.org.

Le comité de coordination de la DDI s'est agrandi. Il inclut maintenant Partenariat Afrique Canada, Global Witness, De Beers, le Rapaport Group, L'Independent Diamond Manufacturer Association, la Foundation for Environmental Security and Sustainability et le Communities and Small Scale Mining Secretariat de la Banque mondiale.

LE PROCESSUS DE KIMBERLEY TERMINE SA TROISIÈME ANNÉE

À la fin de 2005, la Fédération de Russie a cédé au Botswana la présidence du Processus de Kimberley, à la suite de l'assemblée plénière tenue en novembre à Moscou. La rencontre, à laquelle participaient 36 pays, la Commission européenne, et des représentants des ONG et de l'industrie, a été l'une des moins litigieuses à être tenues depuis le début du processus, dont la première réunion avait eu lieu en mai 2000. Les évaluations par les pairs, qu'on avait d'abord crues impossibles, sont maintenant un élément accepté du Système de certification du Processus de Kimberley (SCPK). À la fin de 2005, on en avait effectué 25, et 11 autres sont en voie de réalisation. La plupart ont donné lieu à des recommandations utiles, et les rapports de suivi indiquent qu'on les a prises au sérieux. On pense que l'évaluation des États-Unis, réalisée en 2005, a motivé en grande partie la décision de ce pays de modifier ses rapports statistiques, qui ne correspondaient pas à ceux de la plupart des autres pays.

L'assemblée a entendu le rapport d'un sous-groupe spécial de participants sur les problèmes engendrés par les faibles mesures de contrôle en vigueur dans les pays producteurs de diamants alluviaux. Les États-Unis et le Canada ont offert de l'assistance technique pour travailler dans les secteurs problématiques. L'assemblée

a aussi pris connaissance du rapport de la Development Diamond Initiative (DDI), qui aborde le problème des diamants alluviaux du point de vue du développement, mettant principalement l'accent sur les mineurs artisans.

Les statistiques, un élément clé de la vérification du SCPK, demeurent une œuvre en devenir. La qualité, la fréquence et la cohérence des rapports ont été si mauvaises en 2003 que la base de données a été pour ainsi dire inutile, bien qu'on ait pu repérer des écarts majeurs entre certains partenaires commerciaux. On a effectué une analyse des données de 2004, améliorées de beaucoup, avant la plénière de Moscou, mais pas assez rapidement pour qu'il soit possible de discuter des constatations de façon pertinente. En 2006, le Groupe de travail sur les statistiques abordera en priorité l'analyse et la rationalisation des données. De plus, on a finalement mis en place un système, attendu depuis longtemps, pour le traitement des présentations tardives.

L'assemblée s'est penchée sur la question des diamants extraits dans les régions contrôlées par les rebelles en Côte d'Ivoire. Selon les rapports des Nations Unies et de Global Witness (voir l'article à la page 1), il est possible que des diamants illégaux provenant de la Côte d'Ivoire, dont la valeur pourrait atteindre 25 millions de dollars s'infiltrerent dans le commerce légitime. L'assemblée a pressé les membres de « prendre des mesures » contre tout ressortissant ou toute société pris à faire le commerce de diamants ivoiriens, et on a promis de surveiller ces activités de plus près. Les observateurs provenant des ONG présentes à la réunion ont fait remarquer que le SCPK existe *seulement* pour traiter ce type de problèmes, et qu'il revient au PK et à ses membres d'en faire davantage que de simplement s'acquitter d'un mandat de surveillance.

LES DIAMANTS, LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT CONGOLAIS

Nouveau rapport de PAC

Un nouveau rapport, publié en décembre par Partenariat Afrique Canada et le CENADEP à Kinshasa, montre que les diamants sont l'un des éléments économiques et politiques les plus cruciaux sur la voie cahoteuse qui mène vers la paix et la stabilité en République démocratique du Congo (RDC). La *Revue annuelle de l'industrie du diamant de 2005* dit cependant que malgré l'importance de l'industrie du diamant du pays, les personnes qui vivent et travaillent dans les régions où l'on exploite les diamants en tirent peu de bénéfices.

La RDC a souffert de mauvais gouvernements pendant deux générations ainsi que de conflits qui ont coûté la vie à plus de trois millions de personnes au cours des 10 dernières années. Les diamants, le cuivre, le coltan et d'autres ressources naturelles ont été au cœur des problèmes du Congo. Malgré une série de flambées de violence militaire au cours de la dernière année, le fragile gouvernement de coalition du Congo, en place depuis 2001, a tenu le coup, se dirigeant avec précaution vers les élections nationales prévues en 2006. Le processus de paix est protégé par plus de 16 000 casques bleus des Nations Unies. Il s'agit présentement de la plus imposante mission de maintien de la paix du monde, mais, selon la *Revue*, elle est minuscule en regard de la tâche à accomplir.

La *Revue annuelle* explique que les diamants représentaient 73 % de toutes les recettes à l'exportation du pays en 2004, mais qu'ils demeurent à la source de nombreux graves problèmes. « On estime que des diamants d'une valeur de 200 à

300 millions de dollars sortent toujours en contrebande du pays », dit Dorothée Gizenga Ngolo, de PAC. Au cours de 2005, on a expulsé de l'Angola le dernier des quelque 200 000 (selon les estimations) creuseurs artisans congolais de diamants; bon nombre d'entre eux sont retournés dans les champs de diamants de la RDC et à une vie de pauvreté. La MIBA, la plus grande société de diamants parapublique, est toujours déficitaire. Les producteurs artisans, dont le nombre atteindrait au moins 700 000, ont produit près de 85 % de la valeur des diamants de la RDC, mais leur revenu personnel n'est, en moyenne, que de un dollar par jour ou moins. Malgré leur immense contribution à l'économie nationale, la plupart continuent de vivre dans une pauvreté abjecte. « Mbuji Mayi, le centre de la richesse diamantaire du pays, est un bidonville », dit M^{me} Ngolo.

À mesure qu'approchent les élections de 2006, la RDC et son industrie du diamant doivent relever des défis qui décourageraient des pays dont l'histoire est moins turbulente et les capacités, beaucoup plus grandes. Selon la *Revue annuelle*, il sera donc important que les gouvernements donateurs et les amis de la RDC fassent tout leur possible pour l'aider. Il reviendra aussi au gouvernement de reconnaître les problèmes et de régler ceux qu'il est en mesure de régler. La *Revue annuelle* dit aussi que s'il ne progresse pas dans tous ces dossiers, on ose à peine imaginer ce qui pourrait arriver au Congo et à tous ses voisins.

VEILLE MEDIAS

Le film *Lord of War*, qui est sorti dans les salles de cinéma européennes et nord-américaines en septembre, met en vedette **Nicolas Cage** dans le rôle de Yuri Orlov, un vendeur d'armes dont les affaires se déroulent de la Birmanie et de l'Afghanistan à la Colombie, et plus particulièrement au Libéria et en Sierra Leone. Il ne fait pas de doute que le personnage d'Orlov s'inspire, du moins en partie, du trafiquant d'armes russe **Victor Bout**. Et le rôle du président du Libéria, dont le fils serait digne de Mad Max, est directement calqué sur **Charles Taylor**, interprété magistralement par **Eamonn Walker**. Le fait que les rebelles du FRU en Sierra Leone et que le président du Libéria paient leurs armes avec des diamants semble presque accessoire, et pour le spectateur ordinaire, cela paraîtra comme de la pure fiction. L'auteur et réalisateur **Andrew Niccol** insiste sur l'aspect répréhensible du commerce des armes, du début à la fin : dans la scène du début, la camera prend la place d'un projectile et le suit dans son trajet de l'usine au barillet, puis à l'Afrique, puis dans le front d'un petit garçon. Et la scène finale souligne que la plupart des armes dans le monde sont fabriquées et vendues par cinq pays qui siègent de façon permanente au Conseil de *sécurité* des Nations Unies.

Entre-temps, l'acteur vedette de Hollywood et candidat aux Oscar, **Leonardo DiCaprio**, va débiter le tournage de *The Blood Diamond* en février. L'histoire se déroule en Sierra Leone en 1999, et le film tracera sans doute le portrait des pires aspects des guerres du diamant. Le film a préoccupé les dirigeants de l'industrie du diamant, qui veulent que le public soit au courant des changements survenus au sein de l'industrie et des mesures de contrôle établies par le Processus de Kimberley depuis 2003. Au cours d'une conférence sur l'exploitation minière à Cape Town, l'année passée, **Jonathan Oppenheimer**, directeur des activités de De Beers en Afrique du Sud, a averti que le film pourrait miner les efforts visant à préserver l'image de ses diamants, qu'il affirme être « éthique et sans taches ».

FIN DE LA PLUS IMPOSANTE MISSION DE MAINTIEN DE LA PAIX EN AFRIQUE

MINUSIL – terminée depuis le 1er janvier

La MINUSIL, qui a été la plus imposante mission de maintien de la paix en Afrique durant plusieurs années après 1999, a achevé son retrait de la Sierra Leone à la fin de 2005. La mission a été remplacée par le Bureau intégré des Nations unies en Sierra Leone (UNIOSIL), qui assurera une présence résiduelle des Nations Unies constituée d'environ 50 personnes. Une importante caractéristique de la réduction progressive sera la protection de la Cour spéciale pour la Sierra Leone, qui poursuit les procès des personnes accusées de crimes de guerre commis durant les années 1990. L'UNIOSIL fera partie d'un effort concerté par les missions de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest. Dans cette optique, la mission des Nations Unies au Libéria (UNMIL) a reçu le mandat d'assurer la sécurité de la Cour spéciale. L'UNMIL a une force militaire autorisée de plus de 15 000 personnes.

LIBÉRIA : ESPOIR D'UN AVENIR MEILLEUR

Première femme présidente en Afrique; l'ombre de Taylor

En novembre, sa sécurité étant assurée avec fermeté par les casques bleus des Nations Unies, Ellen Johnson-Sirleaf a été confirmée comme présidente du Libéria. Le deuxième tour des élections, où elle affrontait l'ancien joueur de football du AC Milan et de Chelsea, George Weah, a conféré une majorité de 60 % à la grand-mère de 67 ans, diplômée de Harvard. Connue sous le nom de « Dame de fer », M^{me} Sirleaf a dit : « Je sais que les attentes seront élevées et que le temps ne jouera pas en notre faveur. Je sais que je dois démarrer en trombe. » M^{me} Sirleaf a appuyé le Government and Economic Management Program (GEMAP), un programme triennal de lutte à la corruption parrainé par des donateurs dans le cadre duquel on mettra en poste des conseillers étrangers au sein d'institutions clés en matière de production de recettes. Il sera essentiel de maîtriser la corruption afin que les donateurs acceptent de réévaluer la dette de trois virgule huit milliards de dollars que traîne toujours le Libéria.

Entre-temps, l'ancien président libérien et ex-seigneur de guerre Charles Taylor continue de se la couler douce dans la villa de Calabar que lui a donnée le président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, en vertu d'un accord de paix visant à mettre un terme à 15 années de guerre civile au Libéria. Taylor, accusé de crimes contre l'humanité par la Cour spéciale pour la Sierra Leone, créée en collaboration avec les Nations Unies, a – avec le soutien du Nigeria – refusé d'obtempérer aux demandes répétées d'extradition de la part d'organisations de défense des droits de la personne de partout au monde. En novembre, l'Union européenne a demandé qu'on livre Taylor à la Cour spéciale, et Ed Royce, représentant au Congrès des États-Unis qui a présidé le House of Representatives Subcommittee on Africa pendant huit années, a demandé à M^{me} Sirleaf qu'elle enjoigne le Nigeria de livrer Taylor. « Je crois fermement, a-t-il dit, que tant que M. Taylor continuera de jouir d'un milieu sûr – tout en intervenant activement, même à distance, dans la vie politique du Libéria – les moyens de subsistance et les droits démocratiques de millions de Ouest-Africains ainsi que la

reconstruction de l'après-guerre au Libéria et en Sierra Leone demeureront précaires. » Jusqu'à maintenant, le Conseil de sécurité s'est retenu de se prononcer sur la question, mais a mandaté l'UNMIL d'arrêter Taylor et de le livrer à la Cour spéciale s'il retourne au Libéria.

Bien qu'ils soient toujours visés par un embargo commercial des Nations Unies, les diamants du Libéria sont encore exploités et, selon un rapport du *Washington Times* publié en octobre, on les achète et on les vend ouvertement à Monrovia, la capitale.

POLIR DES DIAMANTS EN AFRIQUE

De Beers fait face à des changements majeurs

Il semble y avoir un nouveau type de bataille du diamant en Afrique, une bousculade pour « faire ce qu'il faut » pour renforcer les intervenants locaux et aider les gouvernements à ajouter de la valeur aux diamants qu'ils produisent. De Beers a longtemps prétendu que les usines de polissage en Afrique ne pouvaient concurrencer avec celles de l'Inde et que seules les subventions gouvernementales ont empêché les exploitations locales de faire faillite. Lev Leviev, le grand financier des diamants né en Ouzbékistan, s'est inscrit en faux contre cette opinion et a ouvert d'importantes installations de polissage en Angola et en Namibie au cours des dernières années. Maintenant, cependant, il quête des diamants. Son usine LLD de 440 employés en Namibie, ouverte en 2004, devait obtenir ses approvisionnements de diamants bruts des concessions de Samicor, propriété de Leviev. Or il s'avère que Samicor ne produit que de petits diamants de qualité inférieure, et Leviev veut que le gouvernement de la Namibie lui vende des produits venant d'autres mines. Le problème, c'est que la Namdeb, une société d'État, a signé un accord avec De Beers, et que De Beers répugne à partager avec un concurrent, ce qui est compréhensible. Lors d'une conférence sur les diamants en Namibie, en novembre, Leviev a joué ce que certains pourraient considérer comme la « carte de la race », parlant de « décennies de discrimination » et des efforts des « maîtres des diamants » en Afrique du Sud pour créer une situation où les « pays du sud de l'Afrique ont été empêchés de développer leur industrie du polissage des diamants de manière indépendante ».

Pour ne pas être en reste dans la promotion de la propriété locale, De Beers a fait un geste marquant en Afrique du Sud, où le gouvernement exigera une part de 26 % de l'industrie minière du pays, d'ici 2014, pour favoriser « l'autonomisation des Noirs ». De Beers a pris près d'une dizaine d'années d'avance, vendant une part de 26 % des intérêts de De Beers Consolidated Mines à une société d'autonomisation des Noirs de nouvelle génération appelée Ponahalo. Ponahalo a une structure de propriété complexe, qui englobe les employés et les retraités de De Beers en Afrique du Sud, une Key Employee Trust pour les « Sud-Africains historiquement désavantagés », trois autres fonds de fiducie pour les femmes, les personnes handicapées et les ayants droit de la collectivité, ainsi qu'un certain nombre d'investisseurs individuels.

De Beers n'est toutefois pas au bout de ses peines. Des politiciens de l'opposition en Afrique du Sud ont critiqué l'entente, alléguant qu'elle bénéficie à des personnes qui ont des liens étroits avec l'ANC, et un projet de loi actuellement à l'étude au Parlement de l'Afrique du Sud exigerait des sociétés minières qu'elles offrent une proportion indéfinie de leurs diamants à un nouveau négociant de diamants de l'État. Il imposerait aussi des droits d'exportation de 15 % sur les diamants destinés à l'étranger.

Livres

Lansana Gberie, *A Dirty War in West Africa: the RUF and the Destruction of Sierra Leone*, Indiana University Press, Bloomington, 2005, 224 pages, 24,95 \$US

Un nombre croissant de livres s'intéressent d'une façon ou d'une autre au conflit armé qui a duré une dizaine d'années en Sierra Leone, mais peu peuvent prétendre offrir le point de vue détaillé et passionné que présente *A Dirty War in West Africa*. Lansana Gberie a couvert les premières phases de la guerre en tant que journaliste, et a ensuite fait de la recherche avec Partenariat Afrique Canada sur divers aspects de la guerre, y compris les diamants de guerre – le cœur du problème.

M. Gberie travaille avec minutie pour relater chaque étape du conflit, offrant un niveau de détail et d'analyse que seule une personne qui a fait elle-même l'expérience d'événements si dramatiques est en mesure de présenter. Son récit fournit aussi une importante information sur le rôle qu'ont joué des intervenants sous-régionaux tels que les présidents Taylor, du Libéria, et Compaore, du Burkina Faso, et sur leur responsabilité en tant que propagateurs de déstabilisation et de terreur en Sierra Leone et dans les pays voisins.

Un thème récurrent du livre est la question fondamentale : pourquoi la guerre a-t-elle eu lieu? En tentant d'y répondre, Lansana Gberie traite d'un éventail de points de vue d'observateurs reconnus, qu'il trouve tous inadéquats. Le conflit en Sierra Leone n'était pas une guerre civile – il n'y avait aucune motivation ethnique ou religieuse, aucun réel objectif politique ou social. Il s'agissait « davantage d'un cas de délinquance de masse organisée », selon M. Gberie, orchestrée par le dirigeant du FRU Foday Sankoh et par Charles Taylor, et financée par les diamants de la Sierra Leone.

Bien que Lansana Gberie se soit efforcé d'expliquer comment et pourquoi la guerre provoquée par les rebelles a eu lieu, des questions sous-

jacentes demeurent sans réponse. Le conflit pourrait-il reprendre? Un phénomène semblable pourrait-il survenir dans des pays voisins? Une pauvreté abjecte afflige la Sierra Leone et une grande part de l'Afrique de l'Ouest, où d'anciens enfants soldats et la jeunesse d'aujourd'hui ont peu de possibilités, sinon aucune. L'extraction artisanale de diamants continue d'appâter ceux qui peuvent encore y croire; la contrebande de diamants au bénéfice des pays riches se poursuit; et les armes légères traversent facilement les frontières poreuses de l'Afrique de l'Ouest. La Sierra Leone est en reconstruction – et le Libéria semble prêt à suivre, Charles Taylor observant du haut de son perchoir d'exil nigérian. Un mandat d'arrestation international a été émis contre Taylor par la Cour spéciale pour la Sierra Leone. Ce qui arrivera à Taylor, que M. Gberie décrit comme « le véritable cerveau à l'origine des guerres brutales dans la région », sera déterminant pour l'avenir de l'Afrique de l'Ouest. Tous ceux et celles qui désirent comprendre cette sale guerre devraient lire ce livre.

En bref

Uzodinma Iweala, *Beasts of No Nation*, Harper Collins, New York, 2005, 142 pages, 16,95 \$US

Ce premier roman d'un jeune Américain d'ascendance nigériane raconte l'histoire d'Agu, un garçon soldat aux prises avec une guerre civile dans un pays sans nom de l'Afrique de l'Ouest. De victime, Agu se transforme graduellement en monstre, mais le talent de l'auteur permet au garçon de conserver la sympathie du lecteur jusqu'à la fin.

Julie Baumgold, *The Diamond*, Simon & Schuster, New York, 2005, 24 \$US, 307 pages (illustré)

Julie Baumgold, issue d'une famille qui fait le commerce des diamants, a rédigé l'histoire fictive d'un diamant de guerre original, le diamant Régent, entaché de sang. Le contexte est semblable à celui de l'œuvre écrite par Marian Fowler en 2002, *Hope: Adventures of a Diamond*, bien que cette fois, l'auteure s'est

permis d'imaginer librement les aventures d'un diamant importé de l'Inde en 1701 pour garnir la couronne de Louis XVI et qui s'est retrouvé ensuite sur l'épée de Napoléon pour finir à l'endroit où il repose depuis les 120 dernières années, le Louvre.

DEMANDE DE COMMUNICATIONS

Partenariat Afrique Canada (PAC) participe depuis 1999 à l'effort mondial visant à mettre un terme au commerce des diamants de guerre. Au cours du processus, PAC a produit une série de revues annuelles et de documents hors série de grande qualité sur le sujet. Une nouvelle Diamond Development Initiative (DDI) s'intéressera à un éventail plus large de questions concernant les problèmes et les possibilités relatifs à l'extraction artisanale des diamants alluviaux.

PAC aimerait recevoir des documents originaux de la part d'universitaires, de journalistes, de praticiens du développement et de personnes de l'industrie du diamant concernant la question des diamants de guerre, ainsi que des exposés susceptibles d'être utiles à la DDI. On trouvera davantage de renseignements sur les communications et sur leur paiement sur le site web de PAC : <http://www.pacweb.org/e/>.

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication de Partenariat Afrique Canada. Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui de : l'Agence canadienne de développement international, Department for International Development de Grande-Bretagne, Développement et paix, le Centre de recherches pour le développement international, Affaires étrangères Canada, Development Cooperation Ireland, le Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile et plusieurs autres organismes.

Pour plus d'information, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, Ontario, K1N 7Z2, Canada.

info@pacweb.org

www.pacweb.org

ISSN :1496-7502